



Rôles stratégiques de la microfinance rurale dans le secteur agricole de la Région Itasy (Hautes Terres Centrales de Madagascar)

Strategic Roles of Rural Microfinance in the Agricultural Sector of the Itasy Region (Central Highlands of Madagascar)

RAZANAKOTO Pascal

© 2020 CJTG-RCGT Tous droits réservés / All rights reserved

Résumé:

Le financement des activités rurales occupe une importance stratégique à Madagascar, particulièrement dans l'Itasy, région à vocation agricole sur les Hautes Terres Centrales. Les paysans sont souvent confrontés à l'insuffisance de fonds pour financer leur cycle cultural. Cet article vise à analyser comment les institutions de microfinance interviennent aujourd'hui dans ce financement rural pour répondre aux besoins des paysans de l'Itasy. La méthodologie s'appuie sur la documentation, les observations directes, les enquêtes de terrain, ainsi que l'analyse des données statistiques et cartographiques. Les principaux résultats révèlent les contraintes géographiques et économiques des exploitations paysannes impliquant des besoins cruciaux de financement des charges d'exploitation en amont, jusqu'aux récoltes et à la commercialisation. Les difficultés d'accès au microcrédit pour les paysans s'apparentent aux garanties exigées et aux taux d'intérêt élevés. Mais, la microfinance tente de s'adapter au cycle cultural des paysans, et aux besoins spécifiques de crédit rural dans l'Itasy.

Abstract:

Rural financing has strategic importance in Madagascar, specifically in the Itasy as an agricultural region of the High Central Areas. Most of peasants have often to face the lack of financing for their agricultural cycle. This paper aims to analyze how microfinance institutions nowadays contribute to financing needs of peasants into Itasy Region. The methodological processing is based on literature, field observations and surveys, statistics data and mapping analysis. As main results, the study reveals economic and geographic constraints of farmer's exploitations meaning crucial needs of funds for fields plowing and seeds costs upstream, to harvest and commercialization. Despite the problems of credit access for peasants in terms of required warranties and high rates, microfinance institutions have been adjusted their loans on agricultural cycle and specificities of rural credit needs in Itasy Region.

Mots clés / Keywords

Microfinance, Activités agricoles, Crédit rural, Région Itasy, Madagascar
Microfinance, Agriculture, Rural credit, Itasy Region, Madagascar

Histoire de l'article/Article history
Reçu / Received: 22 septembre 2018

Accepté / Accepted: 30 juillet 2020

Publié en ligne / Published online: 25 novembre 2020

INTRODUCTION

Sous l'impulsion de la Stratégie Nationale de la Microfinance de 2004, la microfinance constitue désormais un système de financement rural répandu à Madagascar. Le programme national Madagascar Action Plan (MAP) de 2007 a officialisé par la suite l'implantation des institutions de microfinance (IMFs) pour couvrir le pays. L'engagement du MAP a prévu pour 2012 l'opportunité d'accès au crédit de 900 000 populations insulaires pauvres, et en situation d'exclusion bancaire, afin qu'ils puissent entreprendre des activités génératrices de revenus.

Les clients des IMFs dans le pays sont ainsi passés de 530 000 en 2008 à 1 500 000 en 2015, avec une croissance d'encours de crédits de 36,6 % en moyenne par an¹. Les dépôts d'épargne ont augmenté de 56 % par an pour la même période.

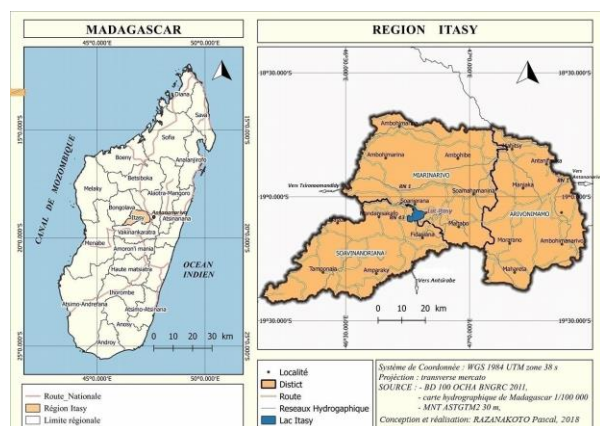
La région de l'Itasy est l'implantation privilégiée des IMFs à Madagascar depuis les années 1990, notamment avec la Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuels (CECAM), et la Société Coopérative d'épargne et de Crédit (OTIV). L'Itasy est une région rurale à fortes potentialités agricoles sur les Hautes Terres Centrales du pays. La riziculture et les autres cultures vivrières comme le maïs, le manioc, la pomme de terre représentent des filières clés assurant l'autosuffisance de la région, et approvisionnant en plus les marchés de la capitale Antananarivo, et des régions voisines. D'autres cultures à vocation commerciale, comme l'ananas, le café, le tabac, la canne à sucre et les produits maraîchers, se sont aussi développées dans les vallées et bassins de production délimités à l'ouest de la région. Cependant, le financement des activités reste encore souvent une contrainte pour les exploitations agricoles. Face à cela, l'adaptation d'outils de crédits et de remboursements ajustés au cycle cultural, et permettant une meilleure anticipation des prix agricoles,

représente l'une des stratégies de succès de la microfinance dans le pays (Wampfler et al., 2002 ; Ries et al., 2008). Mais, à Madagascar comme dans de nombreuses régions rurales dans le monde, d'autres moyens de financement informel de proximité ont déjà existé comme les prêts familiaux, les crédits communautaires (Chuan Chia, 2011), et surtout le crédit usurier appelé vary maitso. Face aux opportunités agricoles, mais aussi aux contraintes d'exploitation des paysans, comment se manifestent les rôles stratégiques de la microfinance dans le financement agricole de la région Itasy?

Cette recherche a essentiellement pour objectif d'analyser d'une part les problèmes d'accès à la microfinance pour les paysans dans la région Itasy, et d'autre part, le potentiel et l'adaptation de la microfinance locale face aux besoins de financement des activités agricoles.

PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE

La région Itasy située dans les Hautes Terres Centrales représente la plus petite région administrative de Madagascar avec une superficie de 7651 km², soit 1,3 % du territoire national. La population de 703 500 habitants (2015) avec une densité moyenne de 104,5 habitants/km² est inégalement répartie sur trois districts ruraux: Miarinarivo, Soavinandriana et Arivonimamo. Elle se situe à 20km à l'ouest d'Antananarivo, et traversée par la Route Nationale 1 partant de la Capitale vers le Moyen Ouest du pays, et par la RN 43 qui la relie à Antsirabe et la région Vakinankaratra voisine (cf. carte 1).



Carte 1 : Localisation de la zone d'étude

Le massif volcanique de l'Itasy prédomine le paysage de la région avec des formes remarquables de cônes de scories et de dômes trachytiques, ainsi que des cratères d'explosion dans les environs d'Ampefy. De larges vallées et plaines caractérisent également cette zone agricole particulièrement fertile due surtout à la présence de sols volcaniques riches en minéraux et oligo-éléments. Le système hydrographique exceptionnel comporte de nombreuses rivières (la Lily, l'Onibe), et des lacs de montagne à une altitude moyenne de 1200 m. Le lac Itasy à l'origine de l'appellation de la région représente le troisième plus grand lac du pays, et s'étend sur 3 500 ha.

Les bas-fonds de la région caractérisés par la présence de tourbe et d'argile sont également favorables à la riziculture, et souvent à la polyculture de plantes légumineuses (cf. photo1). De plus, les sols ferrallitiques des pentes de collines ou tanety dans cette région, et la richesse en humus du sol de ces pentes permettent

aussi aux paysans de cultiver des tubercules notamment les patates douces, le manioc et le tarot.

Une large gamme de cultures pluviales, dont l'arachide, l'aleurite, le maïs, la canne à sucre, s'accommodent aussi avec le climat tropical d'altitude à tendance chaude de la région. Ce climat est caractérisé par deux saisons distinctes et contrastées : une saison pluvieuse de 7 mois d'octobre à avril, et une saison sèche de mai à septembre. La pluviométrie est marquée par des précipitations moyennes annuelles oscillant entre 800 mm et 1 200 mm.



Source : Cliché Auteur, mars 2018

Photo 1: Polyculture de plantes légumineuses (brèdes, haricots, choux) en parcelles de bas-fonds à Analavory, Région Itasy

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

La méthodologie de la recherche porte sur la documentation, des travaux cartographiques, l'observation, et l'analyse des données d'enquêtes de terrain dans la région de l'Itasy en 2016 et 2017. La recherche sur terrain concerne deux panels d'enquêtes. Dans une première phase, l'enquête est réalisée au sein de panel de paysans sociétaires (2/3) et non sociétaires (1/3) d'IMFs constituant l'échantillonnage par grappe au 1/1000e. L'échantillon obtenu représente au total 180 paysans dans les trois Districts de la Région Itasy (Miarinarivo, Arivonimamo, Soavinandriana), à raison de 60 ménages paysans par District. Cette phase complétant l'observation a permis la collecte de données primaires sur les informations socioéconomiques des paysans, ainsi que des données plus approfondies sur les exploitations et les pratiques agricoles face à diverses contraintes rurales. Elle a conduit à l'élaboration des profils d'exploitations paysannes, et des besoins de financement.

La deuxième phase concerne une enquête qualitative effectuée auprès de cinq Caisses locales par District du principal réseau de microfinance (CECAM), puis auprès des Caisses locales existantes au niveau du chef-lieu de District pour les autres réseaux (OTIV, PAMF, Accès Banque, TITEM). Ces entretiens semi-directifs ont porté sur les offres financières initiées par les IMFs, et sur leurs stratégies d'adaptation aux besoins de financement des paysans dans l'Itasy. Les travaux cartographiques permettant de délimiter les principales zones agricoles, les réseaux des IMFs ainsi que leur zone d'influence dans l'Itasy, sont issues des données du Centre cartographique et hydrographique de Madagascar (FTM), du Bureau National de Gestion des Risques et catastrophes naturels (BNGRC), et de l'Institut National de la Statistique (INSTAT).

RÉSULTATS

UN BESOIN CRUCIAL DE FINANCEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

DES PRATIQUES AGRICOLES TRADITIONNELLES À FAIBLE RENDEMENT

Les techniques de culture demeurent généralement traditionnelles, archaïques et peu productives, plutôt appropriées à une agriculture de type extensif. Malgré les conditions naturelles et physiques de la région favorables aux cultures, le rendement de la riziculture, principale activité, reste faible en atteignant difficilement 2,5 tonnes par hectare dans les bas-fonds, voire 1,5 à 2 tonnes sur les flancs de colline (Enquête auteur, 2017). La majorité des petits exploitants cultivent le riz en désordre ou ketsa saritaka, mais non en ligne, en raison d'importantes et coûteuses tâches de préparation (labourage, repiquage, sarclage...), et de machines agricoles indispensables.

L'activité rizicole nécessite particulièrement une parfaite maîtrise de l'eau. Hormis quelques cultures des plaines étendues dans les districts d'Analavory et de Soavinandriana, les cultures comme le riz sont essentiellement dépendantes du système d'irrigation, et de la pluviométrie de plus en plus aléatoire avec les effets du changement climatique. Des diguettes et canaux latéraux sont aménagés par les paysans, avec un barrage principal (Ifanja) construit par les collectivités locales. Mais, ils restent insuffisants pour irriguer toutes les exploitations rizicoles et les zones maraîchères souvent réduites, et très parcellisées. Des projets de développement sont en cours ou inachevés actuellement dans la région tel le Programme Petits Périmètres irrigués (PPI), ou le Projet Bassin Versant FAO d'Ampary. En raison de ces difficultés d'irrigation, les cultures pluviales restent encore prisées par les paysans, soit 30 à 40 % des surfaces cultivées (Enquête auteur, 2017).

L'introduction progressive de nouvelles variétés de semences à haut rendement (Système de riziculture intensive ou améliorée) par le Programme d'Amélioration de la Productivité rizicole (PAPRIZ) a débuté dans les années 2000, initiées par des ONG, organismes internationaux et coopératives. Mais, les paysans restent encore relativement rares à les pratiquer dans la région, si l'on compare à la région Vakinankaratra voisine par exemple. Malgré leur faible productivité, les pratiques agricoles traditionnelles héritées de génération en génération chez les paysans restent fortement ancrées, en plus d'une certaine méfiance face à l'introduction de toute innovation rurale. De plus, les équipements et machines agricoles modernes comme les tracteurs, sarcleuses, herseuses, moissonneuses... restent inaccessibles aux paysans, en raison des coûts d'investissements élevés, et des parcelles réduites ou trop morcelées.

DES DÉBOUCHÉS ET MARCHÉS AGRICOLES MAL MAÎTRISÉS

En dépit de la proximité de la Capitale Antananarivo, les fortes fluctuations des prix agricoles sont peu incitatives, et les cultures de contre-saison maraîchères ou céréalières encore mal organisées. Les crises et instabilités politiques des décennies 2000 à aujourd'hui dans le pays aggravent la baisse des activités économiques, et du pouvoir d'achat de la population, ainsi que les difficultés d'écoulement des récoltes sur le marché.

Pour certains produits, l'engagement du paysan dans tel ou tel type de culture dépend surtout de son appréciation du prix, en privilégiant les produits les plus vendus au marché, sans

considération des opportunités pourtant intéressantes avec la maîtrise de certaines cultures.

C'est le cas de la culture de tomates à laquelle renoncent beaucoup d'agriculteurs de la région en raison de son prix trop fluctuant, voire trop bas, à certaines périodes. Leur production peut pourtant procurer des revenus conséquents aux paysans à condition qu'ils améliorent les techniques culturales, et maîtrisent les circuits logistiques et de commercialisation. En effet, la spéculation fait baisser les prix en période de récolte, surtout avec les multiples intermédiaires ou collecteurs opérant dans les zones agricoles, suivie d'une hausse inconsidérée en période de soudure (septembre à décembre). Face à cela, le stockage individuel des produits reste complexe par manque de matériels, d'entrepôts adéquats et de traitement phytosanitaire indispensable pour préserver la récolte des insectes et de la moisissure de champignons (pour le maïs, l'arachide, le café, les haricots, etc.). Cette situation entraîne des ventes précipitées, et souvent à perte chez les paysans.

La transformation de la production telle l'arachide, très cultivée dans la région, reste peu pratiquée, même si des produits élaborés comme l'huile d'arachide trouvent des débouchés intéressants localement, voire dans les principales localités environnantes et jusque dans la capitale.

UN BESOIN DE FINANCEMENT AVÉRÉ DANS LE COMPTE D'EXPLOITATION DU PAYSAN

La vente des récoltes permet difficilement de couvrir les diverses dépenses agricoles, ainsi que les besoins d'investissement nécessaire pour nombre de paysans enquêtés, d'où l'obligation d'un emprunt ou d'un financement externe (Enquêtes, 2016 et 2017). Les charges d'exploitation agricole souvent non compensées par les revenus de la récolte saisonnière représentent donc un blocage essentiel pour la rentabilité des activités.

La recherche sur le terrain a permis d'estimer le compte d'exploitation d'une saison rizicole (novembre à mai) pour le profil ménage d'un petit exploitant; celui-ci étant identifié comme un riziculteur avec une parcelle d'une superficie moyenne de deux ha, et un rendement moyen de 2 tonnes/ha (cf. tableau 1).

Dépenses	Coût (Ariary)	Revenus	Montant (Ariary)
•Pépinières (Sélection et achat semences, Plants)	500 000	Vente Paddy : (2000 kg x 900 Ar)	3 600 000
•Préparation de la rizière (Labour, hersage, mise à boue et planage, repiquage, sarclage)	1 600 000	Activités rurales annexes (petit élevage, maraîchage, petit commerce,...)	1 200 000
•Engrais et fertilisants	400 000		
•Commercialisation (Coupe et récolte de Paddy, transport, battage et décorticage éventuel)	1 000 000		
•Charges de structure et d'entretien (Loyer, taxes et impôts, frais de subsistance, dépenses ménagères,...)	2 000 000		
Total	5 500 000		4 800 000
Résultat net (Perte)	- 700 000		

Source: Enquête auteur, saison rizicole 2017

Tableau 1: Compte d'exploitation d'un petit exploitant (2ha) sans crédit dans l'Itasy

L'exploitation rizicole lui permet un revenu de la vente de paddy de 3 600 000 Ariary (1200 US dollars) pour une saison². Malgré les revenus d'autres cultures et activités annexes, avec des charges d'exploitation totales s'élevant à 5 500 000 Ariary (1800 US

dollars), le solde en fin de saison représente une perte nette de 700 000 Ariary (225 US dollars). Cette situation révèle un défaut de rentabilité de l'exploitation, se traduisant ensuite par un problème de trésorerie en fin de campagne agricole; d'où le recours nécessaire à un crédit informel ou de plus en plus au microcrédit (Enquête auteur, saison rizicole 2017).

Selon les enquêtes de terrain, la superficie cultivée des petits exploitants est de 1 à 2,5 ha, celle des exploitants moyens de cinq ha en moyenne, et une superficie supérieure à 20 ha pour les gros exploitants. Les petits exploitants représentent plus de 60 % des ménages de la région avec des familles de plusieurs individus (4 à 5 enfants en moyenne). Des ressources ou fonds supplémentaires sont donc indispensables, voire vitaux pour ces petits exploitants afin d'entamer le prochain cycle cultural, et subsister durant la période de soudure, alors que la récolte antérieure est largement épuisée.

Avec l'hypothèse d'obtention de crédit productif de 1 000 000 Ariary, soit 330 US dollars (montant moyen des prêts) au taux de 3 %, l'exploitation du petit exploitant lui permet la vente de riz d'un rendement amélioré de 7 200 000 Ariary, pour un revenu total de 9 200 000 Ariary (3000 US dollars) dans une saison (cf. tableau 2). Dans ces conditions, les charges d'exploitation s'élèvent à 8 000 000 Ariary (2600 US dollars), et le solde en fin de saison est constitué d'un bénéfice appréciable de 1200 000 Ariary (400 US dollars).

Dépenses	Coût (Ariary)	Revenus	Montant (Ariary)
Semences, Engrais	2 000 000	Vente Paddy : (2000 kg x 900 Ar)	7 200 000
Préparation des terres	3 000 000	Activités annexes, autres cultures	2 000 000
Charges de structures (Commercialisation, loyer, subsistance, etc.)	2 500 000		
Crédit productif (Remboursement + intérêt)	1 500 000		
Total	8 000 000		9 200 000
Résultats net (Bénéfice)	1 200 000		

Source: Enquête auteur, saison rizicole 2017

Tableau 2: Compte d'exploitation du petit exploitant (2 ha) avec crédit productif dans l'Itasy

LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À LA MICROFINANCE POUR LES PAYSANS

FAIBLE PÉNÉTRATION DE LA MICROFINANCE ET GARANTIES EXIGIBLES

La pénétration de la microfinance dans les territoires est variable, et dépend surtout de la densité de population et des activités économiques. En général, le taux de pénétration est faible à Madagascar³, soit moins de 10 % dans les Communes de grande superficie à faible densité avec une population dispersée; à l'inverse, ce taux est relativement élevé (supérieur à 25 %) dans les zones rurales à forte densité de population (Wampfler et al., 2012). L'Itasy est une région composée de Communes rurales à densité intermédiaire (100 hab/km²), le taux de pénétration de la microfinance est de 15 à 20 % en moyenne, mais demeure fonction du nombre de caisses rurales implantées localement (Enquêtes auprès des IMFs, 2017).

Les formalités de demande de crédit et de déclaration de patrimoine, ainsi que les garanties élevées rendent les prêts difficilement accessibles aux ruraux, et expliquent en partie cette faible pénétration. Ces garanties atteignent 1,5 fois, voire plus, le

montant du capital et de l'intérêt (Enquêtes auprès des IMFs, 2017).

Les garanties exigées par les IMFs à l'obtention des prêts concernent surtout les biens fonciers ou immobiliers. Or, la plupart des petites et moyennes parcelles agricoles exploitées par les paysans sont sans titres ni cadastres officiels depuis plusieurs générations de cultivateurs. En effet, le défaut d'immatriculation des terres et des propriétés foncières ne permet pas aux paysans de disposer d'un quelconque justificatif formel de possession de patrimoine.

La principale cause en est la réforme foncière qui représente un chantier administratif de longue haleine pour la décentralisation à Madagascar, avec la mise en place progressive depuis 2005 du guichet unique foncier, puis des bureaux fonciers décentralisés (BIF) dans les communes rurales. Même si certaines IMFs acceptent les certificats fonciers délivrés par les BIF, les seuls guichets fonciers créés depuis 2006, et délivrant les titres fonciers formels pour la région sont ceux de Soavinandriana (OPCI Soampitaina), et de Mananasy.

Droy et al. (2010) analysent ce contexte foncier problématique à Madagascar qui n'a pas réellement évolué en une décennie comme « une procédure de demande d'immatriculation longue et coûteuse, les Services des domaines ne délivrant qu'un millier de titres fonciers par an environ, alors que plus de 500 000 demandes sont en attente depuis plusieurs années ».

L'accès à l'usage des terres demeure cependant possible avec les modes d'exploitation traditionnels sous métayage ou fermage permettant aux paysans de les cultiver, mais sans droit réel et souvent sans moyen de financement formel.

LA MICROFINANCE, UN FINANCEMENT PALLIATIF DES PRATIQUES USURIÈRES DANS L'ITASY ?

Dans l'octroi de crédits informels, l'usurier a été aussi longtemps un acteur dominant, mais plutôt accessible aux paysans contraints aux prêts. C'est pourquoi le crédit usuraire reste encore une pratique répandue; il représente une part prépondérante, soit 70 % à 75 % des prêts informels selon les paysans enquêtés de la région (Enquêtes, 2016 et 2017). Le taux d'intérêt des usuriers et prêteurs informels est de 15 à 20 % en moyenne par mois, tandis que celle des IMFs est de 3 % en moyenne par mois. Ce taux d'usure excessif peut atteindre 100 % et plus, dans les contrées rurales profondes. Les conséquences en sont néfastes, voire catastrophiques, car l'obligation de remboursement amène souvent les petits producteurs à vendre à perte la récolte. En cas de surendettement, des paysans arrivent même à céder leurs rizières et leur patrimoine.

En période de soudure, la nécessité de fonds et de subsistance jusqu'à la prochaine récolte contraint souvent les paysans au crédit usurier appelé prêt garanti en riz sur pied ou antoka vary maitso pouvant aller jusqu'à 1 000 000 Ariary par saison (Enquêtes, 2016 et 2017).

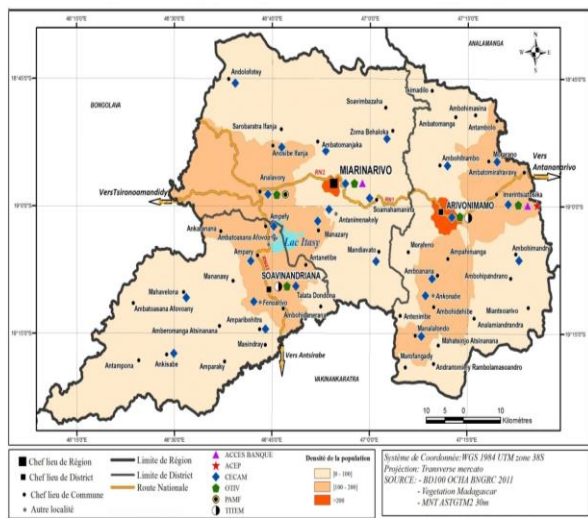
La microfinance constituerait un palliatif à l'usure, car le taux d'intérêt de 2 % à 3 % par mois appliqué par la plupart des réseaux est relativement faible par rapport à celui de l'usurier. Néanmoins, il demeure toujours élevé, calculé à l'année pour les « petits paysans » locaux, ce qui représente une certaine contrainte du microcrédit (Enquêtes auteur, 2016 et 2017).

POTENTIEL ET ADAPTATION DE LA MICROFINANCE AUX BESOINS PAYSANS DANS L'ITASY

AJUSTEMENT DES STRATÉGIES DES IMFS AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES

Les réseaux des IMFs tentent de miser sur une stratégie de proximité des paysans, à l'instar de la CECAM implantée dans dix régions, considérées comme les principaux bassins de production agricole et greniers à riz de l'île, dont l'Itasy.

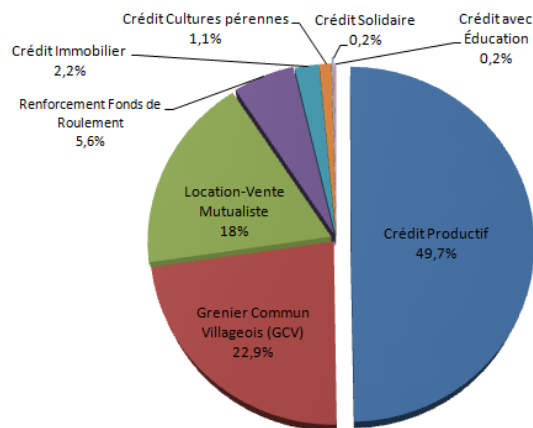
Les 26 caisses créées par le réseau CECAM dans la région Itasy sont ainsi implantées dans les chefs-lieux des Communes, et seulement dans 3 localités rurales (Fokontany) en 2016. Pour les autres réseaux d'IMFs (TITEM, PAMF, Accès Banque), les agences ou caisses locales sont localisées uniquement dans les principales villes des Districts (cf. carte 2).



Carte 2: Densité démographique et Localisation des IMFs dans la région Itasy

À part l'implantation dans les chefs-lieux de Commune, une caisse locale CECAM peut être implantée dans une localité rurale de base ou Fokontany (Circonscription administrative de base à Madagascar) à condition qu'il y ait 120 membres susceptibles d'adhérer pour assurer son équilibre financier. Mais, cette condition devient un obstacle pour l'accès à la microfinance des territoires ruraux à faible densité notamment le sud et l'ouest de la région, aggravant ainsi l'exclusion financière.

Dans la stratégie d'offre, les types de crédits des IMFs ont été élargis depuis 2015, sous l'impulsion de l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance (APIMF), et de la Coordination Nationale de la Finance Inclusive (Programme PAFIM du PNUD/UNCDF). Divers types de crédit sont alors mis en place, afin de répondre aux besoins spécifiques de financement rural: le Crédit Productif ou Crédit Rural, la Location-Vente mutualiste ou Crédit équipement, le Grenier Commun Villageois... Pour 5340 crédits contractés au réseau CECAM en 2015, les plus utilisés par les paysans de l'Itasy sont le Crédit Productif (2654), le Grenier Commun Villageois (1223) et la Location-Vente Mutualiste (961) (cf. figure 1).



Source: Assemblée générale de l'URCECAM, 2016

Figure 1: Répartition des prêts CECAM par utilisation dans la région Itasy en 2015

Le Crédit Productif reste le plus prisé des agriculteurs ruraux dans l'Itasy (près de la moitié des prêts de la CECAM), car il permet de financer le cycle des activités agricoles à court terme, en l'occurrence pour une saison rizicole.

Le Crédit Grenier Commun Villageois (GCV) s'apparente par contre à un crédit de stockage, visant à aider le producteur dans la commercialisation de ses récoltes agricoles au moment où les prix lui seront seulement favorables. À l'instar de la CECAM et de l'OTIV, le système de prêt du GCV est basé sur une garantie mutuelle constituée de stocks de produits (paddy, maïs, haricots, arachide, café ...) mis en commun dans un entrepôt. Le stockage dans cet entrepôt commun permet à la Caisse d'accorder un prêt individuel pouvant atteindre 800 000 Ariary au membre de la communauté villageoise qui y dépose sa récolte (Enquêtes IMFs, 2017).

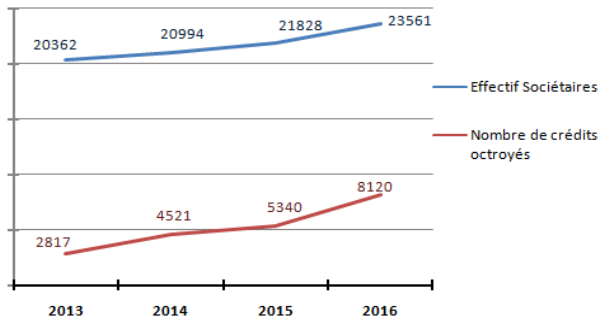
Le crédit GCV remboursable dans un délai de 5 à 8 mois est susceptible de financer le cycle d'exploitation agricole du paysan, tout en lui permettant une certaine résilience en cas de fluctuations de prix, et en le préservant de la vente à perte. Il pourra de ce fait anticiper, et décider en toute indépendance de vendre, ou au contraire stocker encore sa récolte tout en disposant de fonds monétaire pour son activité, et éviter ainsi le prêt usurier.

Les taux d'intérêt des IMFs varient de 2 % à 4 % par mois ou par an selon le type de crédit demandé et en fonction de la durée du projet. À titre d'exemple, le crédit d'équipements agricoles en formule Location-Vente mutualiste est affecté d'un faible taux d'intérêt de 2 % par mois. Par contre, les crédits immobiliers pour l'acquisition de terrains à bâtir ou à cultiver, et de bâtiments agricoles sont soumis à un taux plus élevé de 3,5 % à 4,5 % selon les IMFs pour un emprunt à long terme jusqu'à 60 mois.

IMPACTS TANGIBLES, MAIS ENCORE LIMITÉS DE LA MICROFINANCE

L'adhésion des membres des Caisses locales, et les activités de crédit progressent régulièrement. Les membres des Caisses sont constitués pour la plupart de paysans avec l'agriculture et l'élevage comme principales activités (Enquêtes auteur, 2016 et 2017). Il s'agit là d'impacts réels, mais encore modérés des IMFs depuis leur implantation dans la région. Fort de l'expérience de crédits d'organisations paysannes et du financement rural, le réseau CECAM par exemple s'est rapidement développé dans la

région Itasy avec l'augmentation des prêts octroyés, et des clients (cf. figure 2).



Source: Assemblée générale de l'URCECAM, 2016

Figure 2: Évolution de l'effectif des membres et des crédits CECAM dans l'Itasy (2013-2016)

D'après l'estimation en 2016 du Centre National de la Recherche appliquée au Développement rural (FOFIFA), l'accroissement de 1 % de ménages ayant recours aux IMF s'aurait comme effet l'augmentation du rendement moyen de 20 kg par hectare de riz irrigué dans les Hautes Terres Centrales. L'explication en est la hausse de crédits octroyés qui permettraient à plus de paysans des investissements substantiels en bétail, et en petits équipements de machinisme agricole (pour hersage, sarclage, labourage). De plus, l'utilisation plus fréquente de fertilisants (engrais), et de variétés de semences à haut rendement permise par le crédit induit un doublement de la récolte, voire plus (Enquêtes auteur, 2017).

Selon nos investigations, 98 % des prêteurs en moyenne parviennent à rembourser leurs crédits dans le délai pour l'ensemble des IMF (Enquêtes auprès des IMF, 2017). Aussi, 96 % des sociétaires CECAM de l'Itasy remboursent leurs crédits à l'année, voire 99 % en 90 jours. Le retard de remboursement et les impayés restent exceptionnels (décès, maladies, faillite), soit de 0,8 % à 2 % dans la région. Cette situation révèle une certaine opportunité des crédits, mais non une réelle efficacité, car les bénéficiaires et le montant des prêts (1 million Ariary ou 330 US dollars en moyenne) restent encore limités.

L'existence des réseaux d'IMF autorise aussi l'épargne monétaire formelle, mais le taux très bas (0,7 % par an) rémunère trop faiblement les placements des paysans pour les dépôts à vue (DAV). Pour profiter d'un taux d'intérêt plus intéressant de 9 %, il faut un dépôt à terme (DAT) ou un Plan d'Épargne longue durée (PLE) pour 3 ans au minimum avec versement mensuel, mais rare sont les paysans à pouvoir réaliser un tel placement. En réalité, l'avantage de l'épargne des IMF réside dans la sécurité des fonds face aux dépenses ostentatoires, et surtout face aux attaques de bandits ou dahalo qui font périodiquement des razzias dans les villages ruraux.

DISCUSSIONS

Malgré les potentialités agricoles importantes, un savoir-faire culturel traditionnel, un climat et une pédologie favorables à diverses cultures dans la région Itasy, le manque de fonds pour l'exploitation agricole demeure une contrainte essentielle chez les paysans.

Le déploiement des réseaux d'IMF dans une stratégie de proximité s'est accompagné d'une offre de prêts adaptés afin de financer le cycle cultural, et couvrir les charges d'exploitation

agricole. Les portées de la microfinance rurale peuvent être analysées ainsi dans la progression des adhésions aux caisses locales de crédit (cf. figure 2), l'opportunité de crédits variés et relativement adaptés, et le taux de remboursement des prêts élevé à l'échéance pour l'ensemble des IMF dans la région (Enquêtes IMF, 2017).

La principale limite de la microfinance s'apparente à la complexité d'accès au crédit à cause des taux élevés, et aux conditions d'octroi des prêts pour une large majorité de paysans en situation de pauvreté, sans patrimoine (foncier) tangible pour la garantie de crédit.

Selon les IMF, les taux sont relativement abordables par rapport à ceux de l'usure, et plutôt « étudiés » pour les paysans sociétaires avec des services adaptés (Enquêtes IMF, 2017). Mais, les taux réels effectifs restent élevés dès lors qu'ils sont calculés à l'année, soit de 25 % à plus de 50 % (Banque Mondiale, 2018). De plus, le crédit de type GCV intéresse spécifiquement les exploitants qui dégagent un surplus commercialisable, dont la vente leur permettrait de satisfaire une majeure partie de leurs besoins. Il va concerner difficilement les petits paysans à la limite de l'autosuffisance avec leur production, et dont le souci premier est de pouvoir garder des stocks pour leur subsistance, mais non pour la vente (Ries et al., 2008). Pour certains analystes, les réseaux d'IMF sont surtout susceptibles de financer « les ménages paysans moyens et aisés ayant suffisamment une base productive, et des capacités à fournir des garanties » (Bouquet et al., 2007 :166). Afin de prétendre à l'efficacité de la microfinance et une réelle intégration dans le financement rural, des mesures comme les taux subventionnés par des fonds publics de 0,25 à 1 % maximums (Enquêtes ménages, 2017), ainsi que la constitution de garanties communautaires ou étatiques semblent donc indispensables.

CONCLUSION

La dynamique de la région Itasy dans les Hautes Terres Centrales de Madagascar relève des potentialités d'activités agricoles, de savoir-faire cultural paysan, et des conditions physiques du territoire. Malgré les atouts de ce milieu rural, la nécessité d'équilibre financier de l'exploitation, le financement du cycle cultural et de la période de soudure, ainsi que les circuits de commercialisation mal maîtrisés représentent autant de contraintes nécessitant le recours aux crédits ruraux sous toutes ses formes (usuriers, bancaires, microcrédits).

Mais, suite à l'exclusion bancaire pour les prêts classiques, les paysans s'orientent peu à peu vers la microfinance dans cette région d'implantation privilégiée des réseaux d'IMF. Cette opportunité de financement rural, palliatif des prêts usuriers, fait aussi suite à la mise en avant de la microfinance dans la stratégie nationale d'inclusion financière depuis les années 2000, avec le soutien des principaux bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Agence française du Développement, Union Européenne).

Le maillage spatial relativement dense des réseaux d'IMF dans l'Itasy, ainsi que la diversité d'offres de crédit font de la microfinance une réelle perspective pour un financement adéquat du cycle d'activités agricoles, évitant la vente à perte de récoltes pour les paysans, à l'exemple du Grenier Commun Villageois.

À condition de faciliter l'accès au crédit en allégeant les taux et garanties exigibles, la microfinance pourrait s'intégrer dans les stratégies paysannes, en favorisant la résilience rurale face aux

crises et aux déclin des petites exploitations agricoles de la région.

RÉFÉRENCES

BANQUE MONDIALE, 2018. Madagascar, évolutions économiques récentes. Favoriser l'inclusion financière, Washington DC, juin 2018, 42p.

Bouquet, Emmanuelle, Wampfler, Betty, Ralison, Éliane et Roesch, Marc, 2007. «Trajectoires de crédit et vulnérabilité des ménages ruraux: le cas des Caisses CECAM de Madagascar», Revue Autrepart, 2007/4, N° 44, p. 157-172.

Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'analyse Économique à Madagascar (CREAM), 2013. « Monographie Région Itasy », Ed. CREAM-Antananarivo 2014, 179p.

Chuan Chia, Tseng, 2011. Microfinance and Amarty Sen's capability approach, Ph.D Thesis, University of Birmingham, Department of Philosophy, 316 p.

Droy, Isabelle, Bidou, Jean Etienne et Rasolofo, Patrick, 2010. « Pauvreté et sécurisation foncière : les atouts et incertitudes d'une gestion décentralisée à Madagascar », Revue scientifique internationale des civilisations, N° 19, 30 janvier 2010, Antananarivo.

Guérin Isabelle et Servet Jean-Marie (dir.), 2003. Exclusion et liens financiers. Microfinance : leçons du Sud, Paris, Économica, pp.31-38.

Ramanantseho, Domoïna, 2012. La microfinance au service d'une agriculture durable, illusion ou réalité ? Le cas de Madagascar (région de l'Itasy), Thèse de doctorat, Paris, Université Paris XI, 321p.

Commission Nationale pour l'inclusion financière, 2017. Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (2018-2022), Ministère des Finances et du Budget, Madagascar.

Ries Alain et Chauvière LE Drian Grégoire, 2008. « Évaluation d'institutions de microfinance en milieu rural à Madagascar ». Ex Post, Série évaluation et Capitalisation, IRD, N°13, juillet 2008, 56p.

Wampfler, Betty et Christian B., 2002. Microfinance, Banques agricoles, Banques commerciales : quel partenariat pour le financement de l'agriculture, Ed. Masson, 116p.

Note de bas de page

1. Statistiques de la Direction Générale du Trésor/Coordination Nationale de la Microfinance (<http://www.madamicrofinance.mg/index.php/chiffres-cles/statistiques.html>, consulté le 18 avril 2018)

2. Le cours du paddy étant de 900Ariary/kg en moyenne en 2017 (Source: Observatoire du Riz, 2018). Cours monétaire : 1US \$ = 3100 Ariary (2017)

3. Seuls 8,5 % des ménages du pays ont contracté un crédit formel en 2008 dans les banques et IMFs confondues, selon les données du Réseau des Observatoires ruraux (ROR). Ce taux de pénétration évolue peu, en atteignant 12% des ménages en 2017.

Pour citer cet article

Référence électronique

RAZANAKOTO Pascal (2020). « Rôles stratégiques de la microfinance rurale dans le secteur agricole de la Région Itasy (Hautes Terres Centrales de Madagascar) ». Revue canadienne de géographie tropicale/Canadian journal of tropical geography [En ligne], Vol. (7) 1. En ligne le 25 novembre 2020, pp. 23-29. URL: <http://laurentian.ca/cjtg>

Auteur

RAZANAKOTO Pascal
Maître de conférences
Université d'Antananarivo, Madagascar
Université Catholique de Madagascar
Faculté des Sciences Sociales
Email: pascal_29@hotmail.com